

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE
Comité syndical du 1^{er} février 2019

DELIBERATION 2019-I-005

PLAN GESTION DES DECHETS SUR LE PORT DU LEGUE

Date de la convocation : 24 janvier 2019

Nombre de voix des membres en exercice : 12 voix

L'an deux mille dix-neuf, le premier février, les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis au Centre Inter-Administratif (Saint-Brieuc) ;

Étaient présents :

Pour le Département des Côtes d'Armor : M. Gérard BLEGEAN, M. Alain CADEC, Mme Monique LE VEE, M. Christian PROVOST.

Pour Saint-Brieuc Armor Agglomération : M. Bruno JONCOUR, M. Jean-Marie MOUNIER.

Pour le Conseil Régional de Bretagne : Mme Gaëlle NIQUE.

Absents représentés : M. Jean-Yves DE CHAISEMARTIN a donné pouvoir à M. Alain CADEC,

Absents excusés : M. Thierry BURLLOT, Mme Sylvie GUIGNARD, M. Ronan KERDRAON,
Mme Nadège LANGLAIS, M. Pierre KARLESKIND, M. Thierry SIMELIERE.

Vu le Code des transports, notamment son article R5317-7 ;

Vu la Directive 2000/59/CE du parlement européen et du conseil du 27 novembre 2000 sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison ;

Vu la loi n°2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports et notamment son article 14 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L541-2 ;

Vu l'avis favorable du Conseil portuaire du port du Légué en date du 30 novembre 2018 ;

Vu le rapport n°2019-I-005 présenté par M. le Président du syndicat mixte du Grand Légué ;

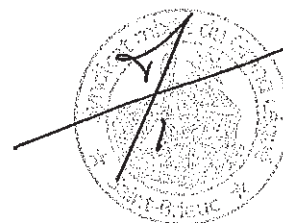
Sous la Présidence de M. Alain CADEC Président du syndicat mixte, le Comité syndical, décide

- **D'adopter le plan de gestion des déchets tel que figurant en annexe.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

Le Président du syndicat mixte,

M. Alain CADEC



SYNDICAT MIXTE DU GRAND LÉGUÉ
Comité syndical du 1^{er} février 2019

Rapport n° 2019-I-005

PLAN GESTION DES DECHETS SUR LE PORT DU LEGUE

Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires est le document de référence permettant à l'ensemble des usagers du port de connaître les dispositions prises par le port en matière de collecte et de traitement des déchets et résidus. Il est établi par l'autorité portuaire, et il fait l'objet d'un réexamen par l'autorité portuaire tous les trois ans.

Le précédent plan déchets du port du Légué a été adopté en juin 2014. Le plan déchets révisé et présenté en annexe a été élaboré en concertation entre la Région Bretagne, le Syndicat mixte, la Chambre de Commerce et d'Industrie (exploitant) et la capitainerie.

Après une présentation du port, le document détaille le type de déchets produits sur le port, les lieux de dépôt et les filières de traitement de ces déchets, ainsi que les coordonnées des différents interlocuteurs sur le sujet.

Ayant été approuvé par le conseil portuaire le 30 novembre 2018, le plan est à présent soumis à l'approbation du Comité Syndical du Légué et sera soumis à la commission permanente de la Région.

Il sera tenu à la disposition des usagers à la capitainerie, au bureau du port de plaisance, et en ligne sur le site internet de l'exploitant, du Syndicat mixte et de la Région.

Aussi je vous propose :

- d'adopter le plan de gestion des déchets tel que figurant en annexe

Le Président du syndicat mixte


M. Alain CADEC

Port du Légué – St Brieuc

PLAN DE RECEPTION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS D'EXPLOITATION ET DES RESIDUS DE CARGAISON DES NAVIRES



Photo : Marinas.com

Table des matières

1. GENERALITES.....	3
1.1 Objet du plan	3
1.2 Résumé de la législation applicable	4
1.2 Définitions.....	5
1.3 Champ d'application.....	5
2. PRÉSENTATION DU PORT.....	5
2.1 Généralités.....	5
2.2 Les activités du port	5
2.3 Evaluation des besoins.....	6
2.4 Type et capacité des installations de réception portuaires.....	7
2.5 Plan du port et localisation des installations de réception portuaires.....	8
3. PROCEDURES DE RECEPTION ET DE COLLECTE DES DECHETS D'EXPLOITATION ET DE RESIDUS DE CARGAISON.....	10
3.1 Déclaration et suivi des déchets.....	10
3.2 Filières de collecte et traitement des déchets.....	10
4. SYSTÈME DE TARIFICATION.....	12
5. PROCEDURE DE SIGNALEMENT DES INSUFFISANCES CONSTATEES.....	12
6. PROCEDURE DE CONSULTATION PERMANENTE.....	13
7. EVOLUTION ET COMMUNICATION DU PLAN.....	13
8. COORDONNEES DES PERSONNES CHARGÉES DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI DU PLAN.....	13
9. INFORMATIONS DIVERSES.....	14
9.1 Habilitation des entreprises.....	14
9.2 Nature du service.....	14
9.3 Environnement.....	14
9.4 Police.....	14
Annexe 1 : Textes réglementaires.....	15
Annexe 2 : Coordonnées des sociétés agréées intervenant sur les limites portuaires.....	18
Annexe 3 : Renseignement à notifier avant d'entrer dans le port.....	
Annexe 4 : Attestation de dépôt des déchets d'exploitation.....	
Annexe 5 : Fiche de notification d'insuffisance.....	

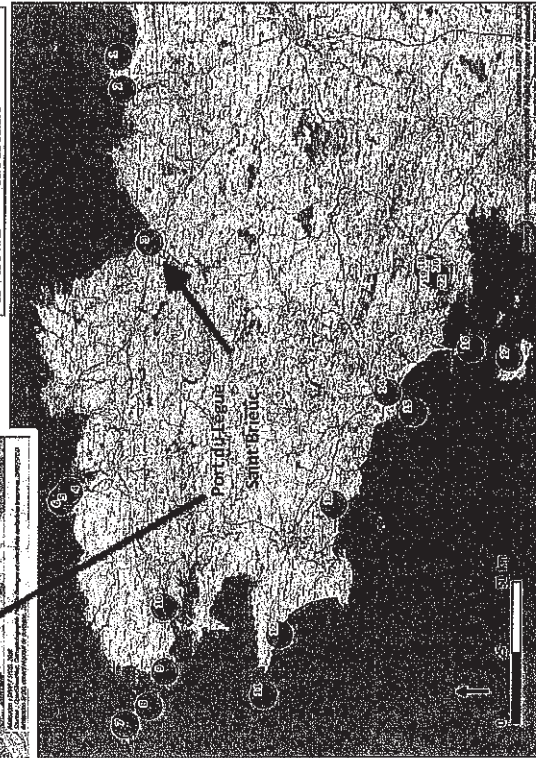
1. GENERALITES

1.1 Objet du plan

Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires est le document de référence permettant à l'ensemble des usagers d'un port de connaître les dispositions prises en matière de collecte des déchets et résidus, les services disponibles, et leurs conditions d'utilisation.

Le présent plan a pour objet de définir conformément au code des transports art. R5317-7 (ci-après) et l'arrêté du 21 juillet 2004 (voir en annexe 1) le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison du port régional du Légué à Saint-Brieuc.

Ports régionaux	
1. CANCALE	Port de la Houle
2. SAINT-BRIEUC	Port du Légué
3. SAINT-BRIEUC	Port du Légué
4. SAINT-BRIEUC	Port du Légué
5. ROSCOFF	Vieux-Port
6. ILE D'EU	Port de l'Île de Batz
7. ILE D'EU	Port de l'Île de Batz
8. ILE DE MOLENE	Port de l'Île de Moëne
9. LE CONQUET	Port du Conquet
10. BREST	Brest
11. ILE DE SEIN	Port de l'Île de Sein
12. AUDIERNE	Port de Sainte Eusthe Esquibien
13. CONCARNEAU	Port de Concarneau
14. LORIENT	Lorient
15. GROIX	Port Rudy
16. QUIMBERON	Port Maria
17. LE PALAIS	Port de Le Palais
18. VANNES	Port de Commerce
19. VANNES	Cale de Conleau
20. SEINE	Cale de Baranach
21. SEINE	Port Anjou
22. ILE D'ARZ	Cale de Séluré



1.2 Résumé de la législation applicable

1.2.1 Directive 2000/59/CE du parlement européen et du conseil du 27 novembre 2000

Directive sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison qui impose l'établissement et la mise en œuvre d'un plan approprié de réception et de traitement des déchets. Cette directive a été transposée en droit interne par plusieurs dispositions législatives et réglementaires: loi n°2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports – article 14 - ;

- Décret n° 2003-920 du 22 septembre 2003 portant transposition de la directive 2000/59/CE sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison et modifiant le code des ports maritimes ;
- Arrêté interministériel du 10 décembre 2003 modifiant l'arrêté du 15 octobre 2001 portant approbation des cadres types des tarifs des droits de port et des redevances d'équipement ;
- Arrêté ministériel du 5 juillet 2004, modifié par l'arrêté du 25 février 2008 portant sur les informations à fournir au port par les capitaines de navires sur les déchets d'exploitation et les résidus de cargaison de leurs navires ;
- Ordonnance n°2004-691 du 12 juillet 2004 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports ;
- Arrêté ministériel du 21 juillet 2004 modifié par l'arrêté du 07 juillet 2009 relatif aux plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison dans les ports maritimes ;
- Décret n°2005-255 du 14 mars 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine portuaire et modifiant le code des ports maritimes.

1.2.2 Code de l'environnement, article L541-2

Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement, est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions du présent chapitre, dans des conditions propres à éviter les dits effets.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions propres à éviter les nuisances mentionnées à l'alinéa précédent.

1.2.3 Code des transports (article R5317-7)

Pour répondre aux besoins des navires utilisant habituellement le port, l'autorité portuaire établit, dans des conditions qu'elle détermine, notamment en ce qui concerne la consultation des usagers, un plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison.

Un plan de réception et de traitement des déchets, établi dans les conditions prévues par les autorités intéressées, peut être commun à plusieurs ports. Le plan fait l'objet d'un réexamen par l'autorité portuaire trois ans ainsi qu'après toute modification significative de l'exploitation du port. Il est communiqué au rep de l'Etat.

Le contenu du plan est conforme aux prescriptions de l'arrêté conjoint du ministre chargé des ports maritimes et du ministre chargé de l'environnement définissant le contenu et les modalités d'élaboration de ces plans, qui comprennent notamment le recensement des besoins et des installations utilisables, les procédures de réception et le s tarification.

1.2 Définitions

Aux fins du présent plan, on entend par :

- "autorité portuaire", l'exécutif de la collectivité ou du groupement de collectivités compétent en matière portuaire, qui a en charge la police de l'exploitation du port (attribution des postes à quai, police de l'exploitation des terre-pleins et de la conservation du domaine public portuaire)
- "gestionnaire du port", l'entité en charge de son exploitation technique et commerciale
- "navire", un bâtiment de mer de quelque type que ce soit exploité en milieu marin, y compris les hydroptères, les aéroglisseurs, les engins submersibles et les engins flottants ;
- "Marpol 73/78", la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978, en vigueur à la date de l'adoption de la présente directive ;
- "déchets d'exploitation des navires", tous les déchets, y compris les eaux résiduaires, et résidus autres que les résidus de cargaison, qui sont produits durant l'exploitation d'un navire et qui relèvent des annexes I, IV et V de Marpol 73/78, ainsi que les déchets liés à la cargaison tels que définis dans les directives pour la mise en œuvre de l'annexe V de Marpol 73/78 ;
- "résidus de cargaison", les restes de cargaisons à bord qui demeurent dans les cales ou dans les citernes à cargaison après la fin des opérations de déchargement et de nettoyage, y compris les excédents et quantités déversés lors du chargement/déchargement ;
- "installations de réception portuaires", toute installation fixe, flottante ou mobile, pouvant servir à la collecte des déchets d'exploitation des navires ou des résidus de cargaison ;

1.3 Champ d'application

Le présent plan s'applique à tous les navires faisant escale ou opérant dans le port régional de St Brieuc – Le Légué, y compris les navires de pêche et les navires de plaisance, quel que soit leur pavillon, à l'exception des navires de guerre et navires de guerre auxiliaires, ainsi que des autres navires appartenant à un état ou exploités par un état tant que celui-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales.

2. PRÉSENTATION DU PORT

2.1 Généralités

Le port du Légué est un port régional depuis le 1^{er} janvier 2017 (mise en application de la loi NOTRe).

Par transfert de compétence de la région, le syndicat mixte du Grand Légué (regroupant le Département, la Région et Saint Brieuc Armor Agglomération) est l'autorité portuaire sur le port de plaisance et la réparation navale. Le Syndicat mixte a pour rôle de coordonner les projets de développement du port dans son périmètre fonctionnel et physique (cf. plan de référence). Il porte ainsi, notamment la maîtrise d'ouvrage de la construction du 4^{ème} quai sur l'avant-port.

La gestion du port est concédée à la CCI en vertu de deux contrats de Délégation de service public en date du 20/11/2013 pour le commerce et la réparation navale et du 26/11/2013 pour la partie plaisance. Il n'y a pas d'activité pêche et transport de passagers.

2.2 Les activités du port :

Commerce

La capacité d'accueil de la partie commerce est de 2 postes à quai dans l'avant-port et 2 dans les bassins. En 2017, le port a accueilli 135 navires de commerce en escale. Les activités de fret sont réalisées sur trois sites :

- la zone des bassins, dont l'accès est limité par la taille de l'écluse
- l'avant-port de Cesson,
- le site de la ville Gilette uniquement dédié au trafic sablier.

Les opérations de manutention sont assurées grâce aux équipements de levage et aux outillages mis à disposition par les entreprises opérant sur le site.

Réparation navale

La capacité d'accueil de la partie réparation navale est de 20 places à flot, et de 5 à 6 postes à terre pour des navires jusqu'à 350 T. Créé en 2006, le site de réparation navale de Saint-Brieuc Le Légué est doté de :

- un élévateur à sangles de 350 T de levage.
- une aire de carénage de 8 à 10 places.
- une cabine de peinture, équipée de chauffage ventilation, capable d'accueillir des bateaux de 29 mètres de long et de 8,8 mètres de large.

Le site peut recevoir des bateaux de tous types: bateau de pêche côtière, hauturière, passager, barges, grands voiliers monocoque, catamaran, vieux gréements, etc.

Plaisance

Le port de plaisance comporte 208 places, dont 20 places visiteurs, à flot sur catway ou en bord à quai. Il peut recevoir tous types de navires de plaisance d'une longueur maximum de 18 mètres et d'un tirant d'eau de 3 mètres maximum.

Une base technique pour l'entretien des navires de plaisance est accessible et comporte

- des moyens de manutention performants (élévateur, potence de matage, aire de carénage)
- des zones technique et d'hivernage en extérieur ou sous hangar (130 places environ)
- la proximité avec des professionnels

2.3 Evaluation des besoins

Résidus de cargaison

Les navires de commerce génèrent des résidus de cargaison (essentiellement bois, engrais et céréales).

Déchets d'exploitation :

Déchets d'exploitation solides

Ils sont composés de :





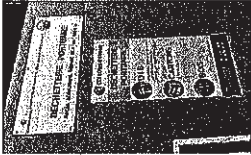

- déchets ménagers : alimentaires principalement, bio déchets et emballages ;
- déchets industriels banals : verre, papier, carton, bois, plastiques, ferraille, déchets de maïs ;
- déchets industriels spéciaux :
 - bidons de peinture, bidons d'huiles minérales, chiffons souillés,
 - filtres à huile, filtres à gasoil, accumulateurs et déchets des
 - équipements électriques et électroniques DEEE.

Déchets d'exploitation liquides

Ils sont composés de :

- huiles minérales usagées ;
- eaux de fond de cale ;
- eaux-vannes (eaux noires et grises) ;
- solvants.

2.4 Type et capacité des installations de réception portuaires mises à disposition par le port

Commerce	
1 benne Résidus de cargaison organiques (céréales) + 1 benne Déchets industriels banals (DIB)	
1 benne Bois	
1 point Tri : OM, verre, emballages, papiers	
Réparation navale	
1 déchèterie portuaire organisée en deux sites : .DIB + ferraille .Déchets spéciaux (peinture, huiles, filtres, etc.)	
Plaisance	
1 déchèterie DIB et DIS Des poubelles OM de petite taille jalonnent le port	

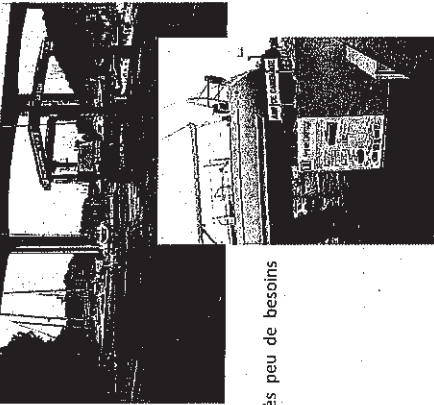
(Voir plan de localisation ci-après)

Nota Bene :

Les secteurs Plaisance et Réparation navale sont équipés chacun d'une aire de carénage respectueuse de l'environnement.

Le port ne dispose pas de pompes de récupération des eaux grises, eaux noires, eaux de fond de cale. Le propriétaire du navire le nécessitant fait son affaire de faire appel à des prestataires de pompage direct sur camion.

Il n'y a pas de projet d'équipement en pompes spécifiques (très peu de besoins identifiés).



2.5 Plan du port et localisation des installations de réception portuaires

Voir ci-après

3 PROCEDURES DE RECEPTION ET DE COLLECTE DES DECHETS D'EXPLOITATION ET DE RESIDUS DE CARGAISON

3.1 Déclaration et suivi des déchets

En secteur commerce, tous dépôt de déchets liés à l'exploitation d'un navire de commerce doit faire l'objet d'une déclaration préalable adressée à la capitainerie du port lors de sa demande d'escale (via Gedour), avant l'entrée au port. Une fiche de déclaration est prévue à cet effet (voir en annexe 3).

En cas de dépôt annoncé important ou de nature inhabituelle, la Capitainerie et la CCI se mettent en relation de façon à prévoir les moyens nécessaires pour collecter et traiter cette dépose.

Les dépôts de déchets liés à l'activité de commerce doivent respecter les consignes et dispositifs de collecte prévus (voir tableau ci-dessous et plan de localisation des dispositifs de collecte). Une attestation est remise au capitaine du navire après dépôt des déchets (annexe 4). Cette chaîne de déclaration permet d'éviter le déstassement en mer de déchets entre deux escales.

En secteur Réparation navale et Plaisance, les déchets doivent être déposés dans les déchèteries portuaires spécifiques à ces secteurs et selon les consignes sur place. En cas de défaillance, il peut être prévu des pénalités (voir chapitre 4).

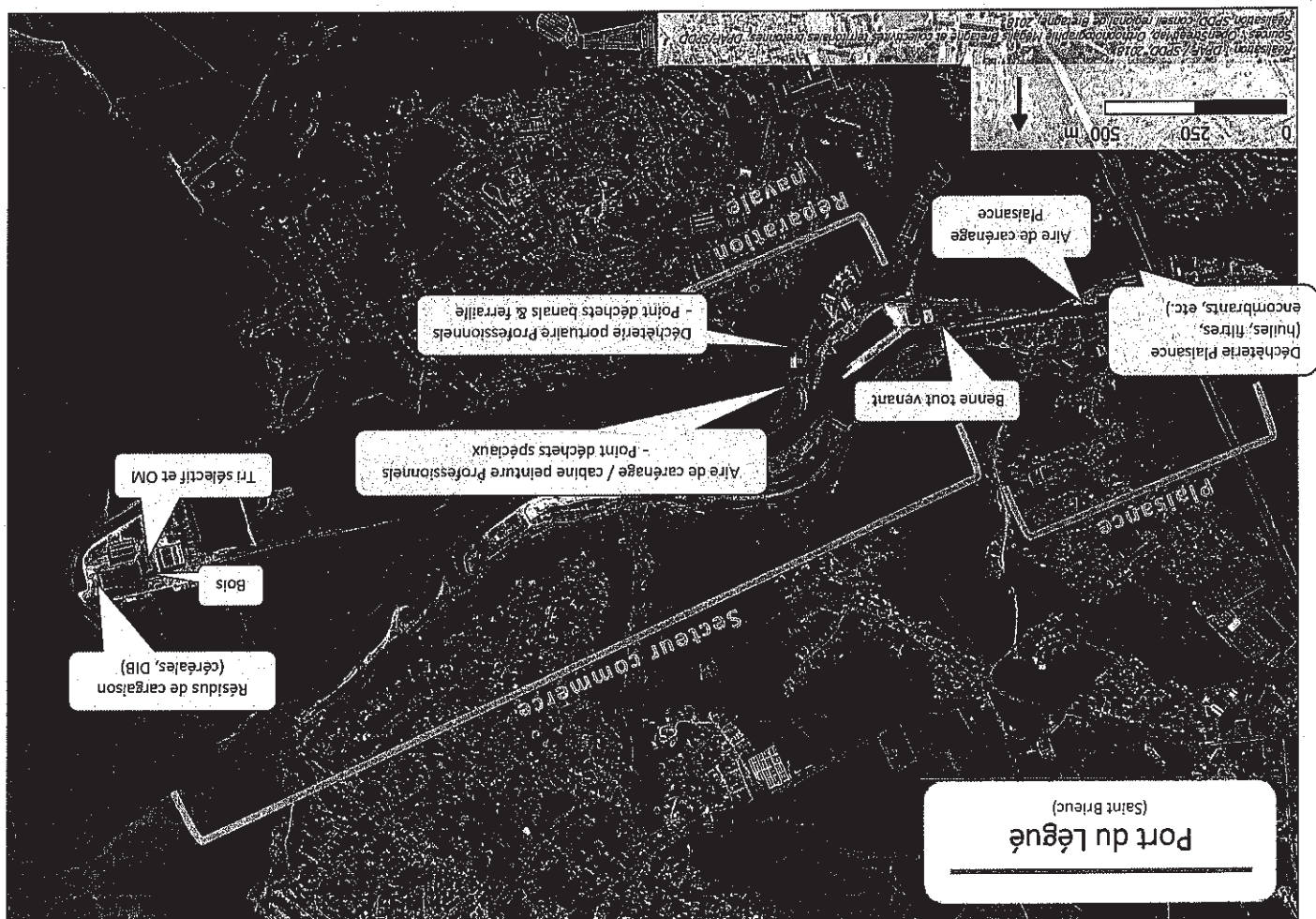
3.2 Filières de collecte et traitement des déchets

Les points de collecte autre que OM et tri sélectif sont gérés par la CCI (mise en place, entretien, collecte) indépendamment pour chaque secteur portuaire.

L'enlèvement des OM et des déchets des points Tri sélectif se fait selon les tournées de ramassage de Saint Brieuc Agglomération qui est en charge de cette compétence.

Les déchets industriels banals et spéciaux sont déposés dans les déchèteries portuaires selon les consignes indiquées sur place, l'évacuation des bennes de récupération se fait à la demande de la CCI auprès des prestataires indiqués dans le tableau ci-dessous.

Le port ne dispose pas de zone de dépotage de carburant / station carburant. Les plaisanciers utilisent des jerricans personnels, les professionnels font appel à des sociétés équipées de camion-citerne.



Envoyé en préfecture le 08/02/2019

Reçu en préfecture le 08/02/2019

Affiché le

ID : 022-200041648-20190201-2019_I_005-DE

4. SYSTÈME DE TARIFICATION

Sur le port de commerce, il est institué un forfait de 11,67 € pour traitement des déchets ménagers par escale. Le nettoyage des quais après chargement/déchargement des navires est à la charge de son exploitant. En cas de défaillance, la CCI ou le manutentionnaire qui s'en charge facture la prestation à l'exploitant du navire.

En secteur Réparation navale, le forfait pour les déchets solides est de 7,36 € / ml de bateau, jusqu'à 1m³ maximum. Au-delà d'1 m³, la facturation se fait au coût réel d'élimination du volume concerné. Les quantités et le type de déchets apportés par un usager sont comptabilisés dans un cahier de réception, et un bordereau est délivré par le Gestionnaire. Les bordereaux de suivi des déchets concernent : les aires de collecte des déchets et le nettoyage des ouvrages. Ils précisent la nature, la quantité et la destination finale des déchets. Une redevance exceptionnelle de 306€ peut être appliquée en cas de dépôt en dehors des zones de collecte prévues.

Le coût d'utilisation des équipements de traitement des eaux de carénage est inclus dans le tarif de stationnement. Les tarifs sont disponibles en ligne sur le site : <https://www.cotesdarmor.cci.fr>. En 2018, année de révision du présent plan, ils sont de

- Par jour, les 3 premiers jours : 5.25 €/ml du navire
- Par jour, les 4 jours suivants : 6.22 €/ml du navire
- Par jour supplémentaire : 7.00 €/ml du navire

En secteur plaisance, la redevance portuaire et les redevances de manutention / utilisation de l'aire de carénage intègrent les coûts de gestion des déchets d'exploitation et ménagers.

Rappel : les déchetteries portuaires ne sont pas accessibles aux entreprises intervenant pour le compte de particuliers ou professionnels en secteur Réparation navale et Plaisance. Ces dernières doivent traiter et évacuer leurs déchets par leurs propres moyens et selon leurs propres filières.

5. PROCEDURE DE SIGNALEMENT DES INSUFFISANCES CONSTATEES

Les observations concernant les insuffisances constatées vis-à-vis des installations de réception des déchets ou de l'application des procédures de collecte / stockage / enlèvement sont enregistrées au bureau du port pour plaisance et à la capitainerie pour le secteur commerce.

SECTEUR COMMERCE :
Capitainerie du port du Légué
Chemin de l'écluse, 22000 St-Brieuc
Tél.: 02 96 33 35 41 / 06 24 25 68 50
ddim-dim-ssc-am-capit-legue@finistere.gouv.fr

SECTEUR PLAISANCE :
Bureau du port de plaisance
16 quai Armez 22000 St Brieuc
Tél.: 02 96 77 49 85 / 06 75 91 67 63
legue.plaisance@cotesdarmor.cci.fr

Il est fait communication des déclarations et observations reçues à l'antenne portuaire régionale de Saint-dont dépend le port du Légué :

Antenne portuaire et aéroportuaire de Saint-Malo
Quai du Pourquoi-Pas 35400 Saint-Malo
Tél.: 02 99 20 52 00
antenne-port-du-legue@bretagne.bzh

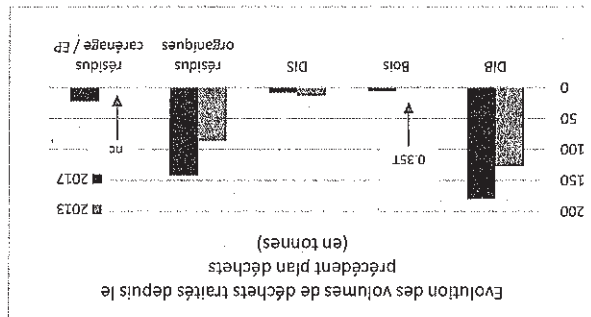
Une démarche de concertation et de recherche de solutions sera systématiquement mise en œuvre sur signalements effectués.

Volume 2017	Evacuation	Stockage	Recupération
Non mesurable (voir ci-dessous)	Collecte 2 à 5 fois / semaine par St Brieuc Agglomération	Bacs et bennes	En points d'apport volontaire (déchetteries portuaires plaisance et RN, benne DIB Commerce)
180 T	Evacuation à la demande de la CCI par Guyot Environnement	En bacs / benne de tri selon type de déchets	En points d'apport volontaire (huiles, filtres à huile, chiffons gras, emballages souillés, fûts et bidons, ...)
8 T	Evacuation à la demande de la CCI par Chimirec	En bacs / benne de tri selon type de déchets	Résidus de cargaison : déchets organiques
142 T	Evacuation à la demande de la CCI par Guyot Environnement	Bennes	Résidus des aires de carénage + séparateurs Eaux Pluviales
22 T*	Evacuation à la demande par la SARP Ouest	Filtres et bacs décanteurs des aires de carénage	Sur les aires de carénage

* valeur élevée suite à un incident sur la cale réservée aux professionnels

Nota Bene : Le nettoyage des quais des résidus de cargaison est à la charge de l'exploitant du navire (art. 20 du Règlement de police du port). Les engrais doivent être reconditionnés et repris par l'exploitant du navire, les déchets organiques sont déposés dans les dispositifs prévus à cet effet sur le port.

→ Les valeurs OM ne sont pas comptabilisées car elles sont incluses dans les tournées de l'agglomération de Saint-Brieuc.



6. PROCEDURE DE CONSULTATION PERMANENTE

Le conseil portuaire est réuni une à deux fois / an par la Région Bretagne. Les insuffisances, manquements et évolutions constatées dans l'année écoulée feront l'objet d'un point inscrit à l'ordre du jour de la réunion. Un point annuel sur la gestion des déchets pourra être fait lors de la présentation du rapport annuel du concessionnaire.

Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires fera l'objet d'un réexamen par l'autorité portuaire tous les trois ans ainsi qu'après toute modification significative de l'exploitation du port.

7. EVOLUTION ET COMMUNICATION DU PLAN

Le présent plan évolue en fonction des événements suivants :

- Correction des dysfonctionnements pour l'amélioration de la collecte ou du traitement des déchets ;
- Mise en service de nouvelles infrastructures ;
- Evolution de la fréquentation du port générant de nouveaux types de déchets ou une augmentation du volume de déchets.

Le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison est disponible en consultation libre au bureau du port de plaisance, à la capitainerie, et auprès des responsables des secteurs commerce et réparation navale, sur demande auprès de l'antenne portuaire de Saint-Malo.

Il est téléchargeable sur les sites suivants :

ports.bretagne.bzh
(onglet Saint-Malo)
www.cotesdarmor.cci.fr
(onglet Infrastructures et Equipements)

8. COORDONNEES DES PERSONNES CHARGES DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI DU PLAN

CCI des Côtes-d'Armor (concessionnaire exploitant du port)

16 rue de Guernesey CS 10 514
22 005 Saint-Brieuc Cedex 1
02.96.78.62.00

Conseil régional de Bretagne

Direction des ports, des aéroports et du fret

Conseil régional de Bretagne, Direction des ports, des aéroports et du fret
283 Avenue Patton, CS 21101 35711 Rennes cedex 7

02 99 27 10 10

Antenne portuaire régionale de Saint Malo (dont dépend le port du Légué):

Antenne portuaire et aéroportuaire de Saint-Malo
Quai du Pourquoi-Pas 35400 Saint-Malo
02 99 20 52 00

Syndicat mixte du Grand Légué

Hôtel du Département (DI – SGPB) CS 42371, 22023 SAINT BRIEUC CEDEX

Tel : 02 96 77 69 09

9. INFORMATIONS DIVERSES

9.1 Habilitation des entreprises

Seules seront autorisées à intervenir sur le port, les entreprises qui auront signé la reconnaissance de responsabilité jointe en annexe « E », et possédant une autorisation préfectorale, relative au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.

9.2 Nature du service

Les entreprises devront proposer aux navires ou au gestionnaire du port un mode de collecte satisfaisant aux critères suivants :

- Entreprise conforme à la législation en cours pour ce type d'activité ;
- Service disponible toute l'année ;
- Émission d'un bordereau de collecte, avec les quantités évacuées (double au bureau du port) ;
- L'entreprise devra prévoir et assurer la mise à disposition du personnel suffisant et du matériel nécessaire à la bonne exécution de la prestation.

9.3 Environnement

Tout moyen de collecte utilisé par l'entreprise devra garantir la sécurité du domaine public conformément aux règlements nationaux et locaux en vigueur.

9.4 Police

Le chapitre VI du code des transports concernant les déchets d'exploitation et résidus de cargaison précise en son article L5336-11 :

« Le fait pour le capitaine d'un navire, bateau ou autre engin flottant de ne pas se conformer à l'obligation de dépôt des déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison prévue à l'article L5334-8 est puni d'une amende calculée comme suit :

Pour les navires, bateaux ou engin flottant d'une longueur hors tout inférieure ou égale à 20 mètres

→ 4 000 € ;

Pour les navires, bateaux ou engin flottant d'une longueur hors tout comprise entre 20 et 100 mètres

→ 8 000 € ;

Pour les navires, bateaux ou engin flottant d'une longueur hors tout supérieure à 100 mètres

→ 40 000 €.

Le paiement de l'amende peut être mis à la charge de l'armateur

Annexe 1 : Textes réglementaires

- Arrêté du 21 juillet 2004 relatif aux plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison dans les ports maritimes

Le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer et le ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu la directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2000 sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison ;

Vu le code des ports maritimes, notamment ses articles R. * 111-15 et R. * 121-2,

Arrêtent :

Article 1

Modifié par DÉCRET n°2014-1670 du 30 décembre 2014 - art. 3 (V)

Les plans de réception et de traitement des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison des navires mentionnés aux articles R. 5312-90, R. 5313-80 et R. 5314-7 du code des transports doivent couvrir tous les types de déchets d'exploitation des navires et de résidus de cargaison provenant des navires faisant habituellement escale dans le port et être élaborés en fonction de la taille du port et des catégories de navires qui y font escale.

Article 2

Les plans doivent également couvrir les éléments suivants :

- une évaluation des besoins en termes d'installations de réception portuaires, compte tenu des besoins des navires qui font habituellement escale dans le port ;
- une description du type et de la capacité des installations de réception portuaire ;
- une description détaillée des procédures de réception et de collecte des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison ;
- une description du système de tarification ;
- les procédures à suivre pour signaler les insuffisances constatées dans les installations de réception portuaires ;
- les procédures de consultation permanente entre les utilisateurs du port, les contractants du secteur des déchets, les exploitants de terminaux et les autres parties intéressées ;
- le type et les quantités de déchets d'exploitation des navires et de résidus de cargaison reçus et traités.

Article 3

Les plans comportent les coordonnées des personnes chargées de la mise en œuvre et du suivi.

Article 4

Les usagers des installations sont tenus informés des données suivantes :

- emplacement des installations de réception portuaire ;
- liste des déchets d'exploitation et des résidus de cargaison habituellement pris en charge ;
- liste des points de contact des opérateurs et des services proposés ;
- voies de recours.

Article 5

Le directeur du transport maritime, des ports et du littoral et le directeur de la prévention des pollutions et des risques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 2004.

Le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer et le ministre de l'écologie et du développement durable

CATEGORIE	DENOMINATION	DECHETS D'EXPLOITATION SOULES					CLASSEMENT		ACTIVITE GENERATRICE	
		INERTE	BANAL	DANGEREUX	PLAISANCE	PECHE	COMMERCE			
Déchets ménagers et assimilés	déchets de cuisine	X				X			X	
	déchets de tissus d'animaux (pêche)		X			X			X	
Verre	verres ordinaires					X			X	
	cartons d'emballage		X			X			X	
	emballages plastiques		X			X			X	
	papiers d'emballage		X			X			X	
Fûts et emballages	cagettes en polystyrène		X			X			X	
	dragues		X			X			X	
	chaînes		X			X			X	
	câbles		X			X			X	
Métaux (hors fûts et contenants)	films en plastique		X			X			X	
	filets de pêche / cordage		X			X			X	
	bacs halie à marée		X			X			X	
	pneus		X			X			X	
Plastiques (hors emballages)	palettes en bois		X			X			X	
	ustensiles souillés par un produit dangereux		X			X			X	
Déchets souillés par des substances dangereuses	chiffons en tissu souillés par des produits dangereux					X			X	
	filtres à huile					X			X	
	filtres à gasoil/essence					X			X	
	pinceaux					X			X	
	bois de coque de navire					X			X	

Annexe 2 : Coordonnées des sociétés agréées intervenant sur les limites portuaires

TYPES DE DECHETS	PRESTATAIRE
Déchets ménagers & Tri sélectif (plastique, cartons, bois, verre, papier)	Saint-Brieuc Armor Agglomération 5 rue du 71ème Régiment d'Infanterie CS 54403 22 044 Saint-Brieuc Cedex 2 Tél. : 02 96 77 20 00
Déchets industriels banals (bois, plastique, ferraille, câbles, ... en gros fragments)	Guyot Environnement 29, rue du Boisillon ZI des Châtelets 22440 Ploufragan Tél. : 02.96.76.63.29
Résidus de cargaison (déchets organiques)	
Déchets industriels spéciaux (huiles, filtres à huile, chiffons gros, emballages souillés, fûts et bidons, ...)	CHIMIREC ZI de Mézaubert 35133 JAVENE Tél. : 02.99.94.86.00
Résidus des aires de carénage Résidus des débourbeurs/décanteurs Eaux pluviales	SARP Ouest SA, agence de Ploufragan ZI des Châtelets 22440 Ploufragan Tél. : 02 96 76 64 64

Envoyé en préfecture le 08/02/2019
Reçu en préfecture le 08/02/2019
Affiché le
ID : 022-200041648-20190201-2019_I_005-DE

CATEGORIE	DENOMINATION				CLASSEMENT				ACTIVITE GENERALE			
					INERTE	BANAL	DANGEREUX	PLAISANCE	PECHE	COMMERCE		
Huiles et combustibles liquides usagés	huiles minérales de vidange						X	X	X	X		
	huiles hydrauliques						X	X	X	X		
	jus de cale (eaux de fond de cale)						X	X	X	X		
	foul et gazole						X	X	X	X		
	essence						X	X	X	X		
	solvants						X	X	X	X		
	eaux noires						X	X	X	X		
	eaux grises						X	X	X	X		
	Déchets explosifs							X	X	X		
	Piles et accumulateurs							X	X	X		
Emballages et déchets dangereux	bidons d'huile vides							X	X	X		
	contenants de peinture							X	X	X		
	contenants de produits nettoyants							X	X	X		
	contenants de produits dégraisants							X	X	X		
	contenants de produits de lubrification							X	X	X		
	résidus de carénage							X	X	X		
	bois issus des navires							X	X	X		
	piles usagées							X	X	X		
	batteries							X	X	X		
	matériel pyrotechnique de sécurité							X	X	X		

WASTE NOTIFICATION REPORTING FORM
DECLARATION DECHETS ET RESIDUS

(Port de destination révisé à l'article 8 de la directive 2000/60/CE)

Ship's name Nom du navire	40LA	Call sign Code d'appel	
IMO number Numero OMI	3	Flag state Etat du pavillon	BAS
ETA (date and time) ETA (date et heure)	18:30	ETD (date and time) ETD (date et heure)	2:15
Previous port of call Port d'escale precedent		Next port of call Port d'escale suivant	
Last port and date when ship generated waste was delivered Dernier port ou les déchets ont été déposés et date à laquelle ce dépôt a eu lieu		Port	Date
			0000

Are you delivering ☐ All ☐ None ☒ Some

of your waste in port reception facilities? ☐ Yes ☒ No

de vos déchets dans des installations de réception portuaires ? ☐ Oui ☒ Non

Type and amount of waste and residues to be delivered and/or remaining on board, and percentage of maximum storage capacity.

<p>En quantifiant les déchets et de résidus à déposer selon restera à bord et pourcentage de la capacité de stockage restant que des déchets et résidus représentent.</p>		<p>Amount of waste to be delivered (m3)</p>	<p>Maximum capacity</p>	<p>Amount of waste retained on board</p>	<p>Port at which remaining waste will be delivered</p>	<p>Estimated amount of waste to be permitted to be delivered after notification and next port of call</p>	<p>Waste that has been retained on board and is to be delivered</p>
<p>If discharging all waste, complete all second column as appropriate.</p> <p>Si vous déposez la totalité de vos déchets, complétez la deuxième colonne comme il convient.</p>	<p>Quantité de déchets à livrer</p>	<p>Capacité de stockage maximale</p>	<p>Quantité de déchets retenus à bord</p>	<p>Port des lequel les déchets restants seront déposés</p>	<p>Estimation de la quantité de déchets pouvant être délivrés après notification et le port d'escale suivant</p>	<p>Quantité de déchets déposés au dernier port</p>	<p>(m3)</p>
<p>If discharging some or no waste, complete all columns.</p> <p>Si vous ne déposez qu'une partie ou aucun de vos déchets, remplissez toutes les colonnes.</p>	<p>(m3)</p>		<p>(m3)</p>	<p>(m3)</p>	<p>(m3)</p>		<p>(m3)</p>
<p>Déchets d'hydrocarbures</p>							
<p>Résidus d'hydrocarbures (pousses)</p>							
<p>Eaux usées (1)</p>							

Ordures			
Déchets alimentaires			12/1
Déchets alimentaires			E
Matières plastiques			12/1

(1) Sewage may be discharged as set in accordance with Regulation 11 of Annex IV of Mapod 737A. The corresponding boxes do not need to be completed if it is the intention to make an authorised discharge, *as set*.

(1) AS sewage may be discharged as set in accordance with Regulation 11 of Annex IV of Mapod 737A. The corresponding boxes do not need to be completed, if the intention is to make an authorised discharge, *as set*.

(2) May be estimated.
(2) All per year distributions.

(3) Cargo manifests are stored and indexed accordingly to the applicable annexes of MARPOL convention, and especially the annex 1, II (3) as regards oil pre-treatment at various stations, especially of a combustion MARPOL, as mentioned in annexes I, II, IV.

Comment : _____

Commentaire : _____

Wintek

1. This information may be used for port state control and other inspection purposes.
Ces renseignements peuvent être utilisés à des fins de contrôle portuaire et d'autres fins d'inspection.

2. Member states will determine which bodies will receive copies of this notification.

3. This form is to be completed every visit to the port, unless the ship is covered by an exemption in accordance with article 9 of the present statute that are penal poor crimes and/or, said it is raised the index of its exemption commitment at least 60 days before the date of arrival.

<p>I confirm that the above details are accurate and correct and there is sufficient dedicated onboard capacity to store all waste generated between notification and the next port with waste will be delivered.</p>	<p>Date</p> <p>1/2018</p>	<p>Captain's name</p> <p>Hamid Al-Sayid</p>
<p>Je confirme que les renseignements ci-dessus sont exacts et corrects et qu'il y a suffisamment de capacité dédiée à bord pour stocker les déchets générés entre le moment de la notification et le port suivant où les déchets seront déposés.</p>	<p>Time</p> <p>1430</p>	<p>Signature</p> <p>Signature</p>

ID : 022-200041648-20190201-2019 | 005-DE

ATTESTATION DEPOSE DECHETS - PORT DU LEGUE SAINT BRIEUC

FORMAT FOR THE WASTE DELIVERY RECEIPT
FOLLOWING A SHIP'S USE OF PORT RECEPTION FACILITIES (Form MPPC/100-610)

Le représentant désigné du fournisseur de l'installation de réception doit fournir le formulaire ci-dessous pour le capitaine d'un navire qui vient de déposer des déchets. Ce formulaire doit être rempli à bord du navire avec le bon de collecte approprié. Un exemplaire est destiné à l'équipage.
The designated representative of the reception facility provider should provide the following form to the master of a ship that has just delivered waste. This form should be returned on board the vessel along with the appropriate OLR, Cargo MS or Garbage B2.

1. PORT ET INSTALLATIONS DE RECEPTION / RECEPTION FACILITY AND PORT PARTICULARS

1.1 Poste à quai / Terminal Berth:	
1.2 Fournisseur de l'installation de réception / Reception facility provider(s):	OUI COTES D'ARMOR
1.3 Autre fournisseur (si différent) / Treatment facility provider(s) - if different from above:	
1.4 Date des dépôts / Waste Discharge Date and Time:	Day / Month / Year
2. INFORMATIONS SUR LE NAVIRE / SHIP PARTICULARS	
1.1 Nom du maître / Ship's Name:	
1.2 N° IMO:	

3. TYPE ET QUANTITÉ DE DÉCHETS REÇUS / Type and Amount of Waste RECEIVED

Type	
1. Huiles usées / Waste oils	
Boues / Sludges	
Eau de cale / Bilge water	
Autres (préciser) / Other (specify)	
2. Déchets / Wastes	
Déchets alimentaires / Food wastes	
Plastiques / Plastics	
Autres / Others	
3. Déchets liés à la cargaison (préciser) / Cargo waste (specify)	
4. Résidus de cargaison (préciser) / Cargo residues (specify)	

À la demande de l'autorité portuaire l'atteste que les déchets ci-dessus ont été déposés / On being of you port facility I confirm that the above wastes were delivered

Le Capitaine du navire ou l'agent / Ship Master or agent
Cetier et signature / Ship master and signature

Capitaine / Harbour Officer
Cetier et signature / Ship master and signature



FICHE DE NOTIFICATION D'INSUFFISANCE

INSTALLATIONS DE RECEPTION DES DECHETS PORTUAIRES

Alleged inadequacies report Reception and collection of ship-generated waste

Les notifications d'insuffisance constatées dans les installations portuaires doivent être signalées par les capitaines de navires en utilisant cet imprimé. Chaque notification doit être transmise à la capitainerie (après CCI) / Announcement of inadequacy noticed in harbour facilities must be transmitted by the captain of ships by using this printed master. Load to the shipping agent to get back the printed matter to the harbour office (copy CCI)

A RENSEIGNER PAR LE NAVIRE / Information notified by the ship

I. LE NAVIRE / THE SHIP

- 1.1 Nom du navire/ship's name :
- 1.2 Propriétaire ou exploitant / owner or operator :
- 1.3 Numéro OMUNIMO number :
- 1.4 Jauge brute/gross tonnage :
- 1.5 Port d'immatriculation/port of registry :
- 1.6 Pavillon/Flag :
- 1.7 Type de navire/ Kind of ship :

II. LE PORT / THE HARBOUR

- 2.1 Quai / Dock :
- 2.2 Opération réalisée (chargement, déchargement, réparation navale, autre/préciser) / Opération (load, unload, ship repair, other/specify) :

- 2.3 Date d'arrivée/arrival date : [] / [] / []
- 2.4 Date de l'événement / date of event : [] / [] / []
- 2.5 Date de départ/departure date : [] / [] / []

III. OBJET DU DYSFONCTIONNEMENT / alleged inadequacies details

